



Conseil économique et social

Distr. générale
27 novembre 2012
Français
Original : anglais

Commission du développement social

Cinquante et unième session

6-15 février 2013

Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale : thème prioritaire : promouvoir l'autonomisation dans les domaines de l'élimination de la pauvreté, de l'intégration sociale, du plein emploi et du travail décent pour tous

Exposé présenté par le Centre africain de recherche industrielle, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu l'exposé suivant, qu'il a communiqué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.



Exposé

La pauvreté en République démocratique du Congo découle du fait que l'économie de la cueillette, qui occupe 75 % de la population, n'est pas encore une préoccupation des dirigeants et encore moins des partenaires de développement comme la Banque africaine de développement, l'Union européenne, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international.

L'économie de la cueillette porte sur les échanges des produits écologiques tels que les insectes comestibles, les légumes sauvages, les fruits sauvages, les chenilles, les champignons, les poissons et les gibiers, qui sont sujets aux méfaits du changement climatique.

Le Gouvernement et les partenaires extérieurs élaborent des plans savants de développement là où la comptabilité nationale est enregistrée de manière satisfaisante, elle ignore tout de l'économie de la cueillette et tout ce qui relève de l'informel; il s'agit des plans qui ne concernent pas la population, d'où la persistance de la pauvreté en République démocratique du Congo particulièrement et dans d'autres pays d'Afrique où les dirigeants ignorent sur toute la ligne les vrais besoins de la population.

Pour éradiquer la pauvreté dans nos pays, il est grand temps que le dialogue social soit institué pour que toutes les couches de la population soient intégrées dans le processus d'élaboration des politiques qui touchent leurs propres vies, ce qui pourra leur assurer un bien-être à leur mesure et non à la mesure des dirigeants et des partenaires de développement.

Il faut désormais penser à la gestion du développement axée sur les résultats ayant comme axe la participation communautaire à la gestion de la cité.

Cela suppose un cadre de concertation pour promouvoir un dialogue citoyen par lequel les dirigeants prouvent leur redevabilité vis-à-vis du peuple et prennent l'engagement citoyen de réaliser les aspirations du peuple dont les effets sont :

- L'institution de la participation citoyenne;
- La remise en question des méthodes de travail actuellement en vigueur;
- La mise sur pied de politiques de développement plus réalistes et plus proches des aspirations populaires.

Ainsi, dans le processus du développement, il n'y aura pas des acteurs d'un côté (les dirigeants) et les spectateurs de l'autre (les citoyens oisifs). Tout le monde sera acteur, signe du plein emploi dans le pays et de la fin du règne de la pauvreté.